



**Communiqué de la Fédération CGT des Services publics, de l'Union
départementale CGT des Hauts-de-Seine et de la Coordination syndicale
départementale CGT des Services publics des Hauts-de-Seine**

Imposture à la mairie de Suresnes : quand la vieille droite prépare le terrain pour Macron

Par le biais d'un article complaisant publié dans le Figaro, la municipalité Les Républicains de Suresnes a récemment fait la promotion du « chèque syndical » présenté comme un dispositif modèle de reconnaissance du fait syndical. L'article du Figaro met en exergue une déclaration du secrétaire général du syndicat CGT des agents de territoriaux de la ville affirmant que « *Tout ce que propose Macron en termes de dialogue social, nous l'avons fait à Suresnes* ».

Nos organisations affirment sans détour que cette prise de position est contraire aux orientations de notre organisation syndicale et à son analyse du programme antisocial du Président. Nous dénonçons avec fermeté cette tentative d'instrumentalisation de la CGT.

La municipalité de Suresnes s'est déjà illustrée en 2015 par sa volonté de promouvoir la rémunération dite au mérite, s'efforçant ainsi de mettre en cause les fondements statutaires collectifs de la Fonction publique au profit de méthodes de gestion individualisée mettant à mal la cohésion des équipes et la qualité du service rendu à la population.

Le chèque syndical relève du même champ idéologique : en instaurant une forme de référendum annuel lors duquel les personnels sont invités à verser un chèque de subvention de 5 euros à l'organisation syndicale de leur choix, la municipalité veut délégitimer les élections professionnelles qui constituent l'instrument démocratique de mesure de l'audience des organisations syndicales. Nous relevons d'ailleurs que seuls 35% des personnels ont utilisé leur chèque, ce qui questionne le degré d'adhésion à ce dispositif. On peut d'ailleurs se demander quel intérêt trouve l'employeur à instaurer ce mode de financement des syndicats de la collectivité.

La mairie de Suresnes prétend incarner un modèle de « dialogue social ». Pourtant l'adjointe au personnel de Suresnes, en tant que vice-présidente au dialogue social de la région Ile-de-

France, ne soumet à signature ses projets d'accord qu'à certaines organisations, dont la CGT ne fait pas partie au motif des critiques qu'elle a portées. Un de ces projets vise à mettre en place une application par le biais de laquelle les agents pourront noter positivement leurs collègues, soit une forme de flicage entre agents qui vise avant tout à diviser le personnel au profit des projets antisociaux de l'exécutif régional (réduction massive des effectifs, baisse de la qualité du service public).

Nous soulignons enfin que cette nouvelle campagne médiatique vise à préparer le terrain aux projets présidentiels de casse du Code du Travail et de contournement des organisations syndicales. Le gouvernement s'efforce de faire croire que les reculs programmés seraient co-construits avec les syndicats et compensés par des avancées en termes de « dialogue social ». La direction de la CGT a dénoncé la parodie que constitue le cycle de concertation initié par le gouvernement : en effet, pour notre organisation, 6 heures de réunion ne peuvent constituer un cadre de travail sérieux pour traiter de 120 ans de conquêtes sociales. La CGT a donc appelé à organiser la mobilisation notamment le 12 septembre pour gagner de nouvelles conquêtes sociales.

La priorité est aujourd'hui à la construction du rapport de force par les luttes et au combat déterminé contre tous les complices de l'entreprise antisociale de Macron.

Le 29 juin 2017